



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

batellerie

Question écrite n° 88358

Texte de la question

Suite à l'affaire du porte-avions Clemenceau, le Président de la République a souhaité que la question du démantèlement des bâtiments civils et militaires désarmés, qui échappe aujourd'hui à toute réglementation, soit abordée à l'échelle européenne. En effet, consciente d'un afflux prochain de navires mis à la casse du fait de l'interdiction des pétroliers à simple coque notamment, l'Union européenne a déjà entrepris le recensement des chantiers de démolition « verts », offrant des garanties de respect de l'environnement et de la santé. Il en existe plusieurs aux Pays-Bas, en Italie, en Belgique et en Espagne, mais leur capacité est limitée. Chose remarquable : aucun en France alors que cela pourrait permettre d'accompagner de façon dynamique la reconversion de certains ports ou chantiers navals en récession... Construire un chantier de démantèlement européen de grande capacité, remplissant toutes les normes requises, coûterait 50 millions d'euros, selon une évaluation européenne. Les vieux navires commerciaux ou militaires étant des déchets comme les autres qui doivent être soumis aux mêmes règles qu'à terre, Mme Chantal Robin-Rodrigo demande désormais à M. le ministre délégué à l'industrie de lui indiquer ses intentions quant à la création d'un chantier de démantèlement naval européen de grande capacité et écologiquement responsable en France.

Données clés

- Auteur : [Mme Chantal Robin-Rodrigo](#)
- Circonscription : Hautes-Pyrénées (2^e circonscription) - Socialiste
- Type de question : Question écrite
- Numéro de la question : 88358
- Rubrique : Transports par eau
- Ministère interrogé : industrie
- Ministère attributaire : économie, finances et emploi

Version web : <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/12/questions/QANR5L12QE88358>

Date(s) clé(s)

- Question publiée le : 14 mars 2006, page 2689